

# Territoires ruraux : ruptures, proximités et connexions

12 Octobre 2010, AFR (Orsay)



***Xavier Guiomar, Géographe***  
***([xavier.guiomar@agroparistech.fr](mailto:xavier.guiomar@agroparistech.fr))***

# Le monde rural entre ruptures et reconstructions à travers :

---

- ❑ Ruptures et continuités démographiques
- ❑ Ruptures et renaissances des proximités
- ❑ Ruptures et persistances des structures décisionnelles

# I. Ruptures et continuités démographiques

---

## **L'espace français : le rural (défini par défaut) existe !**

- Espaces agricoles utilisés : 53,2 %
- Forêts : 28.1 % Espaces naturels : 10.4 %
- Terrains artificialisés : 8.2 %

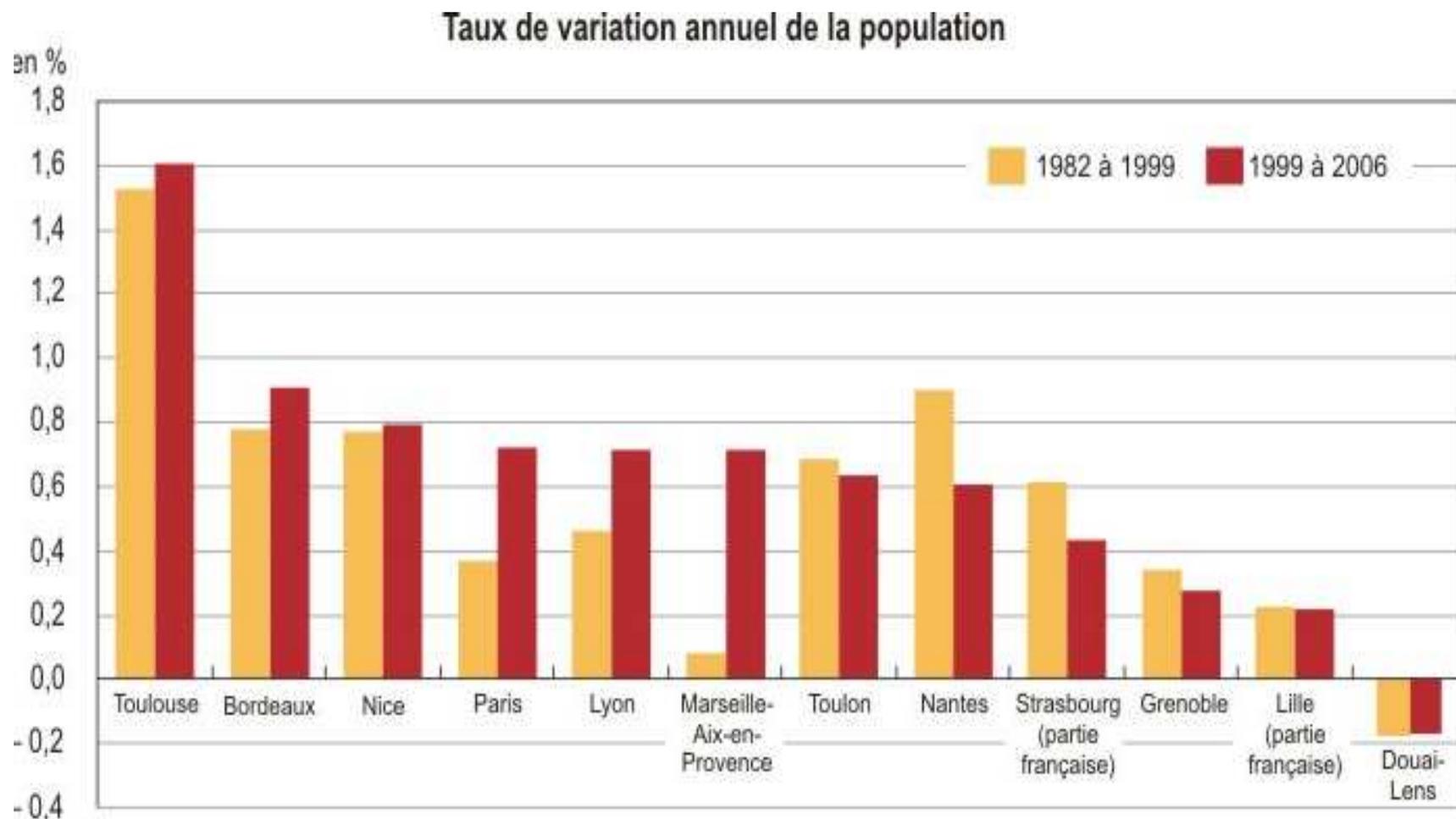
	Part du territoire	Population (millions en 2006)	Part de la population française	Densité (hab/km <sup>2</sup> ) Moy France : 113
<b>Espace à dominante rurale</b>	<b>58,9 %</b>	<b>11</b>	<b>18%</b>	<b>35</b>
Périurbain	33 %	13,4	21.8 %	74
Pôles urbains	8,1 %	36,9	60.2 %	840

# Regain du rural, avec des nuances

- Entre 1990 et 1999, solde migratoire positif dans **75%** des cantons ruraux. Entre 1999 et 2006, seulement 3.2 % du territoire est en décroissance démographique.
- Taux de croissance des communes de moins de 500 habitants : 0.3 % entre 1990 et 1999, **1%** depuis 1999. Croissance la plus forte : à **25 km** du centre des aires urbaines, et dans les **communes de 500 à 1000** habitants (avec commerces).
- **30** départements perdent des habitants entre 1990 et 1999, seulement **5** entre 1999 et 2006 (Hte Marne, Nièvre, Creuse, Ardennes, Allier).
- Périurbanisation / rurbanisation : émancipation, colonisation, réappropriation (Millevaches, Bzh...) du rural et de son identité locale ?

	Taux de variation annuel 1999 – 2006 (en %)		
	Total	dû au solde naturel	dû au solde migratoire
Pôles urbains	0.5	0.5	0
<i>dont villes-centres</i>	<i>0.3</i>	<i>0.4</i>	<i>-0.1</i>
<i>dont banlieues</i>	<i>0.6</i>	<i>0.6</i>	<i>0</i>
Périurbain	1.3	0.4	0.8
<b>Total espace à dominante urbaine</b>	<b>0.7</b>	<b>0.5</b>	<b>0.2</b>
<b>Total espace à dominante rurale</b>	<b>0.7</b>	<b>-0.1</b>	<b>0.8</b>
<b>France métropole</b>	<b>0.7</b>	<b>0.4</b>	<b>0.3</b>

## Pôles urbains de plus de 400 000 habitants. Taux de variation annuel de la population.



# La population agricole en retrait

---

- Population des ménages agricoles : **3.55** millions (répartis dans EDR et périurbain). Dans EDR, emplois agri = **13%** des emplois. 347 000 exploitations pro en 2005.
- Pour la **1/2** des foyers agricoles, le revenu agricole était < au Smic net en 2003. Avec autres revenus non agricoles, il y était < dans 30 % des cas. Revenus extérieurs représentent **40%** du revenu des foyers agricoles. 1 foyer agricole pluriactif / 3
- Population active agricole **divisée par deux** depuis 1988. **39,5 %** des maires agri en 1977, **15,6%** en 2008. Fonctionnaire retraité remplace agriculteur. 32% des maires sont retraités (en hausse) en 2008.

# Ouvriers et retraités, des populations bien rurales

---

- ❑ **Employés et ouvriers : 60 %** de la population rurale. EDR : **38% d'ouvriers**, soit 3 fois plus que d'agriculteurs. Ouvriers non qualifiés : **18 %** de la population (deux fois + qu'en pôles urbains). 10 % de diplômés de l'enseignement sup dans EDR / 17% dans les pôles urbains.
- ❑ **+ de 60 ans** : 20.8 % en France en 2005, 25% en rural, plus de **30 %** dans le « rural profond » notamment Limousin et autour. Les > 85 ans passeront de 1 à 2 millions d'ici 2015.
- ❑ En France 1 million de salariés dans secteur des emplois familiaux + 265 000 assistantes maternelles. Entre 1994 et 2004 doublement du nbre de salariés du secteur des **services à la personne**. Organismes agréés : 85 en 1998, 573 en 2004.
- ❑ **Economie résidentielle** : services à la personne, commerce au détail et une partie de l'artisanat : **plus de 50%** des emplois ruraux dans la moitié des bassins de vie ruraux.

# Vers quel espace rural, quels liens à la ville ?

## **Scénarios (d'après Bontron - SEGESA):**

- ❑ la campagne résidentielle généralisée (poursuite du tout automobile, croissance et politiques libérales)
- ❑ villes durables et rural agro-industriel (restructurations urbaines, institutions centrales fortes, dévt des agrocarburants)
- ❑ vers la campagne nature (incitations contractuelles, acteurs ruraux producteurs de biens et services environnementaux)
- ❑ campagnes entrepreneuriales (le pouvoir dans les régions et pays, métropoles en crise, appui des collectivités aux initiatives, mosaïque de territoires en concurrence).

## II. Ruptures et renaissances des proximités

---

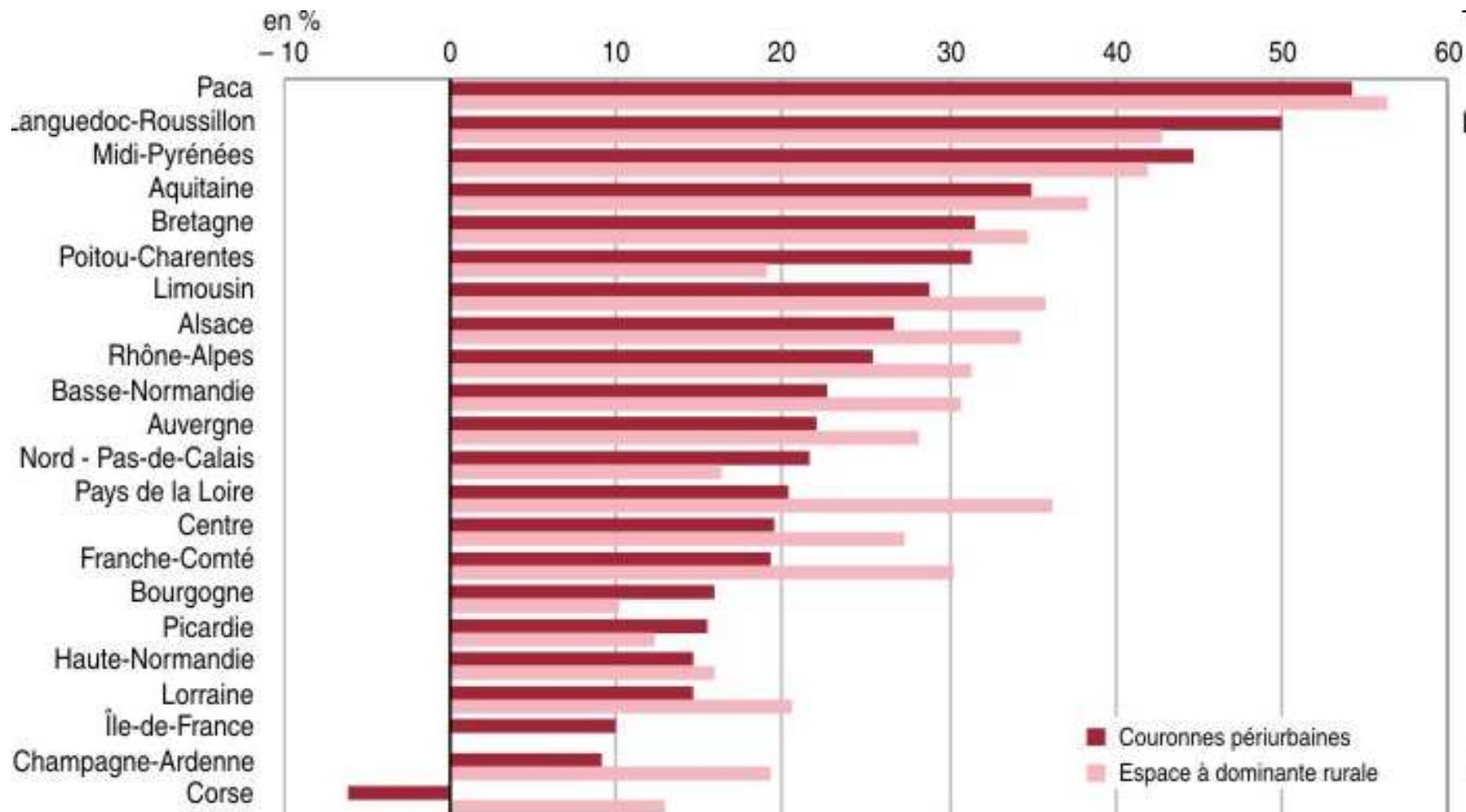
- Ouverture sur le **voisinage** : villes voisines, GMS, néo-ruraux. Distance moyenne en France domicile-travail x 2 entre 1970 et auj (12 km).
- Ouverture au reste de la **société** : développement de la voiture, autoroutes (1 000 km en 1970, 4 800 en 1980, 11 000 aujourd'hui) , TGV, vacances, pluriactivité des foyers.
- Ouverture au **monde** : télévision, internet (63% des plus de 11 ans en 2008 contre 55% en 2007 ; 94% des connexions en ht débit), tel portable (80% des Français).

# ...dans la manière d'habiter

---

- ❑ **Taille des ménages** en France : 2.88 en 1975, 2.31 en 2005.
- ❑ Exode urbain, **exode social**. Taux de migration vers le rural des classes populaires et moyennes : 7% contre 5% pour couches supérieures.
- ❑ 19.2% du parc immobilier de l'EDR = **résidences secondaires**.
- ❑ **7%** de HLM contre 20% en urbain.
- ❑ 1000 acquisitions immobilières par des anglais en Côtes d'Armor en 2002
- ❑ Entre 1992 et 2001 : pop française : +3%, surface consacrée à l'habitat individuel : **+ 23%** (immeubles collectifs : +13%), **+30 %** dans l'EDR. 80 000 ha artificialisés chaque année. Entre 1992 et 2003 l'espace artificialisé a progressé de **16.7%** en France. Coût social du mode de vie « à la fois à la ville et à la campagne » ?
- ❑ **Déplacements** : 56 minutes/jour. Chez les "mobiles" : **66** minutes. Entre 1994 et 2008, en dehors des grandes agglomérations les résidences se sont éloignées des commerces et des lieux d'enseignement de 29 et 22% (km). Aller-retour domicile-travail : 50 minutes à un actif des grandes agglomérations contre **36** ailleurs. Part des déplacements en transports en commun = 5% (enfants et étudiants pour les  $\frac{3}{4}$ ) en rural où dans 58 % des déplacements en voiture le conducteur est seul. **18%** des personnes ne se déplacent pas dans la journée (12% dans les gdes agglos).
- ❑ **Conflits d'usage**. 15% dû à l'installation d'infrastructures touristiques. 38% des poursuites dûe à la chasse.
- ❑ **Télétravail** : 7% de la population active (13% en Europe). Développement possible des télécentres.

# Evolution de la surface occupée par l'habitat individuel dans les couronnes périurbaines et l'espace à dominante rurale entre 1992 et 2003



# Changements dans la relation à l'alimentation...

---

- ▣ Budget 2006 des ménages :
  - logement, chauffage, éclairage : 25.2 % (inclus loyers (réels et imputés), remboursements de prêts et charges)
  - transport : 14.7 %
  - Loisirs et culture : 10 %
  - total alimentation : **19,6 %** (hors et à domicile, boissons comprises). 12,5% à domicile hors boisson : *moitié aliments consommables hors repas, moitié entrées et plats principaux. Dans ce 2ème sous ensemble les plats préparés représentent 41% des dépenses.*
  - Pour le Q1 produits alimentaires et boissons non alcoolisées = 20% du budget. Pour le Q5 = 12%
- ▣ En 1960 le budget alimentation (35%) était 2.5 fois supérieur au budget transports. L'automobile concentre 83% du budget transport.

## ...et à l'agriculture

---

- ❑ **une proximité géographique** agricultures – habitants (urbains ou périurbains) qui dépend de la plus ou moins grande proximité (subie ou choisie) des personnes et de leur habitat à l'espace agricole ;
- ❑ **une proximité commerciale** producteurs – consommateurs qui induit une connaissance variable des ressources locales et de l'origine des produits alimentaires par les consommateurs, plus ou moins motivés par une recherche de circuits courts et de relations avec le producteur ;
- ❑ **une proximité politique** « exploitants » ou « paysans » et citoyens qui varie selon la connaissance de ces derniers des impacts pour le territoire et la société des différents systèmes de culture, de transformation et de commercialisation.
- ❑ **Une proximité culturelle** selon le degré de (mé)connaissance des réalités techniques, économiques et sociales de l'agriculture.

# Le rapport au terroir : entre mondialisation...

---

Entre 1988 et 2000 : perte de 35% des exploitations françaises, mais de "seulement" 3% de la SAU.  
Donc agrandissement des exploitations.

En 2000 :

- ❑ 2 % des exploitations avec hébergement touristique
- ❑ 0,4% ont une activité de restauration
- ❑ 1% proposent des services et activités touristiques
- ❑ 0,12% réalisent une activité d'artisanat
- ❑ 15% pratiquent la vente directe (25% en 1988).

**DPU** : perte de la justification des primes par les cultures

Avenir des **SAFER** et de la régulation du marché ?

Potentialités de valorisation des espaces et ressources dans la biomasse et autres énergies renouvelables et dans le bâtiment. Espaces convoités pour déchets.

## ... et nouvelles proximités

- ❑ L'**accueil** de nouveaux arrivants (par anciens arrivants !)
- ❑ Agricultures de Proximité et **liens** contractuels : environ 1000 AMAP- réseau Alliance (Provence) soit 40 000 familles et 100 Jardins de Cocagne pour 12 000 familles. Soit 0,25% des familles. Aux antipodes des promo et du "tout tout de suite sans engagement". Nouvelles solidarités nécessaires (voisins notamment) pour aller au bout du système.
- ❑ Nouvelles **solidarités**, mutualisations (Solidarité Paysans, Voisins et Citoyens, terres de Liens, Systèmes d'Echanges Locaux, Habitat partagé...). En 2003, les 20 % de ménages les plus aisés dégagent 80% de l'épargne totale de ménages.
- ❑ Quels **équilibres** public – privé ; bénévoles – salariés ; solidarités (gratuites) familiales – assistance publique ?
- ❑ Le net et le fonctionnement en réseaux
- ❑ Actions sur les cantines



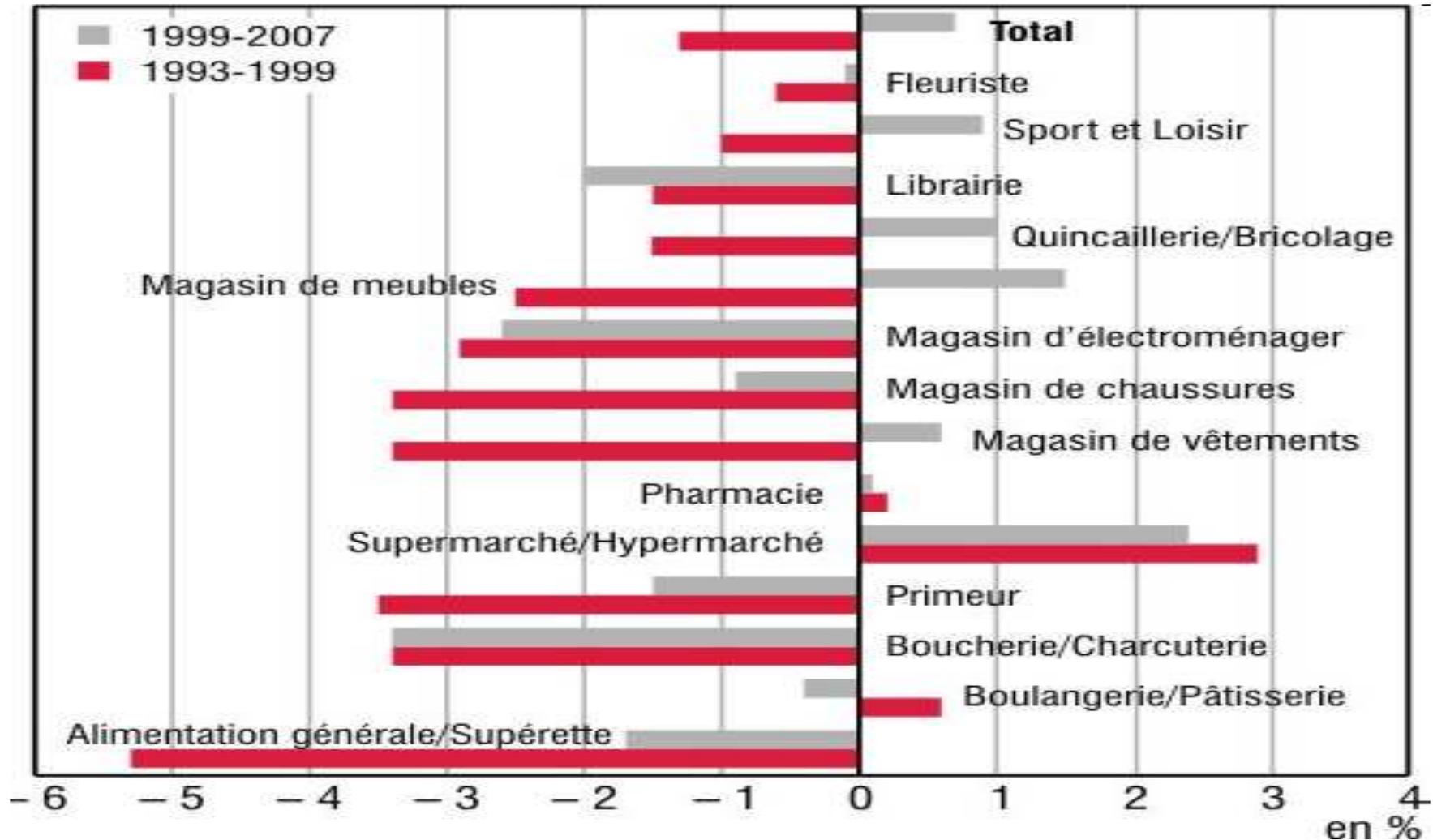


# Commerces : la proximité sacrifiée

---

- ❑ Les communes de moins de 250 habitants ont vu disparaître les **2/3 de leurs commerces entre 1980 et 1998**. Près d'une commune sur deux en est dépourvue : un rural bien moins animé que ne l'ont connu les générations précédentes.
- ❑ **Le creux de la vague ?** : Dans l'EDR le nbre de magasins de commerce de détail a progressé de **0.3%** / an entre 1999 et 2007 après chute de 1.2% / an de 1993 à 1999.
- ❑ Entre 1992 et 2004, le nombre de points de vente de plus de 400 m<sup>2</sup> a augmenté en France de **43%**. Inversement, le nombre de commerces d'alimentation générale de moins de 120m<sup>2</sup> a chuté de **43%** entre 1992 et 2004. (*alimentation générale : - 120 m<sup>2</sup> ; supérette : 120 à 400 ; supermarché : 400 à 2 500 ; hypermarché : plus de 2500 m<sup>2</sup>*). Avenir des CDAC ?
- ❑ En zone urbaine (= 8% des exploitations), **un quart** des exploitations commercialisent sans intermédiaire leur production contre **16%** en zone périurbaine et **13%** en rural.
- ❑ Parts de marchés dans l'achat des fruits et légumes en 2007 : Marchés : 10% selon INSEE. Grandes surfaces : 75%, vente directe : **2,1 %**. Mais nouvelle tendance depuis 2006.

# Evolution moyenne annuelle du nbre de commerces de détail entre 1993 et 2007



# Population par unité de type de commerce de détail en 2007

		EDR	EDU
Alimentaire	Alim gén <sup>ale</sup> -Supérette	1 700	2 630
	Boulangerie/Pâtisserie	<b>840</b>	1 300
	Boucherie/Charcuterie	1 720	2 780
	Primeur	<b>12 500</b>	11 110
	Supermarché/hyper	4 170	5880
Pharmacie	Pharmacie	2 380	2 700
Non-alimentaire (hors pharmacie)	Magasin de vêtements	1 640	980
	Magasin de chaussures	7140	5 000
	Electroménager	5 560	5 000
	Magasin de meubles	8 330	4 760
	Quincaillerie/Bricolage	3 700	5 260
	Librairie	3 450	3 120
	Sport et Loisir	3 330	5 560
	Fleuriste	2 940	3 700

## Part (%) de la population située à plus de 15 ou 30 minutes des commerces dans l'EDR en 2007

Plus de 15 minutes	Alimentaire	Boulangerie/Pâtisserie	0.2
		Alimentation générale/ supérette	0.4
		Boucherie/ Charcuterie	0.5
	Non-alimentaire	Supermarché	4.7
		Pharmacie	0.6
		Librairie / Papeterie	2.5
		Fleuriste	3.0
		Quincaillerie/Bricolage	4.1
		Magasin de vêtements	4.4
		Magasin d'électroménager	7.6
		Sport et Loisir	12.9
		Magasin de chaussures	13.9
		Magasin de meubles	16.9
		Horlogerie / bijouterie	19.7
Magasin d'équipement du foyer	22.0		
Plus de 30 minutes	Parfumerie	3.9	
	Poissonnerie	13.7	
	Hypermarché	<b>17.2</b>	
	Produits surgelés	<b>31.5</b>	

# Services : réforme des proximités

---

- ❑ **La Poste** : 6 700 points de contacts dans les communes < 1 000 habitants. 6 000 points de contact / 17 000 en partenariat avec commerce ou collectivité locale.
- ❑ **Ecole** : une commune sur trois n'en dispose pas. Entre 1999 et 2007, diminution de **9%** du nombre d'écoles rurales contre 6% dans l'urbain. 1 commune sur 3 participe à un des 5 300 RPI (81% sont « dispersés »). En rural distance moyenne à l'école primaire = 2,1 km.
- ❑ **Santé** : Baisse de **6%** du nombre d'hôpitaux entre 1992 et 2006 et de **30%** des cliniques, notamment des petites maternités. 617 maternités en 2007 contre 1370 en 1975. 13 médecins pour 10 000 habitants dans les pôles urbains en 2003 contre **10** en rural (- 10% d'ici 2025) Télémédecine. Contrastes entre territoires ruraux : variations de 1 à 8 pour densité d'infirmiers libéraux, 1 à 4 pour kiné ou dentistes.

# III. Ruptures et persistances des structures décisionnelles

---

## **Le développement des communautés de communes**

- ❑ Sur 36 500 communes, près de 32 000 ont moins de 2 000 habitants (regroupant 25,3% de la population totale), 27 800 moins de 1 000, et plus de **10 000 moins de 200 habitants**.
- ❑ 343 pays, 45 PNR, 2 583 communautés de communes ou d'agglomération qui regroupent **92 %** des communes. 87% de la population en intercommunalité. Taille moyenne des CC : 12,5 communes, 20 000 habitants.
- ❑ CC : compétences obligatoires : aménagement et développement économique.
- ❑ Compétences optionnelles : logement (80 %), déchets (78%), Tourisme (65%), Equipement (62%), Voirie (61%), Eau et assainissement (40%), Culture (28%), Action sociale (30%), transport (18%).
- ❑ Légitimité démocratique des CC ?

# De l'idéal gaullien à la mosaïque de stratégies

---

- ❑ **1963 – 1973** : L'Etat **aménageur**, du schéma national d'At du T. au POS : à chaque échelon, similitude dans l'organisation et équilibre des fonctions
- ❑ **1973 – 1990** : L'Etat **réparateur**. Du mythe du local au mythe technopolitain. Mais leur dvt n'enraye pas les fragmentations socio-spatiales.
- ❑ **Après 1990** : On parle plutôt **d'égalité des chances** et de **sélectivité**. Désengagement de l'Etat local au profit d'appel à projets par Agences nationales. Compétitivité des territoires au service de la nation (Pôles de Compétence et 379 Pôles d'excellence rurale).
- ❑ Limites de la division tayloriste des tâches entre Collectivités locales : région dev éco et dept « réparation sociale ». Toutes pensent en fait un « projets de territoire » (clause générale de compétence).
- ❑ Tendances : chaque instance développe une stratégie sans monopole territorial : **Reg** : cadre de référence; identité régionale ; **Dpt** : égalité territoriale, intercession entre projets de plus en plus concurrentiels. **CC** : représentation des intérêts communs d'un territoire.
- ❑ Territoires "choisis" ou de projet (CC, PNR, Pays...) contre territoires subis (commune, canton, département).

# Les politiques rurales nationales : du rattrapage à la mise en compétition

---

- **ZRR (zones de revitalisation rurale)** : 13 667 communes soit 5 millions d'habitants, plus du tiers du territoire national (< 31 habitant au km<sup>2</sup> et baisse de la population ou de la population active ou population active agri double de moy nat). Avantages fiscaux.
- Assises des Territoires Ruraux (oct – 2009 -Fev 2010) et **CIADT** mai 2010 :
  - Internet THD (100% 2025)
  - Mobilité individuelle
  - Médecins : 400 bourses 2010 - 2012 contre 10 ans d'engagement en rural
  - DAB – La Poste
  - PIMMS (Points Information Médiation Multi Services)
  - Fonds d'Ingenieurie pour les petites communes
  - Cantines et circuits courts : modification du code des marchés
- **Pôles d'excellence rurales** :
  - 379 en 2006 pour 235 millions €
  - 115 pour la première vague 2010 : ressources locales et services au public ; deuxième vague : même chose + transports et développement de réseaux de télécentres
- **Leader** 2007 – 2013 (FEADER) : (Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale) : 4<sup>ème</sup> génération. 4<sup>ème</sup> axe du PDRH (compétitivité : 35% / environnement 55% / diversification économique 10%) : 5% des 5.7 Mrds € = 285 M€. Gestion par un GAL (groupe d'action locale) qui désigne un comité de programmation comportant au moins 50% de « privés »
- **Réseau rural** : un réseau national (130 têtes de réseaux, 26 régions, MAAP, DATAR) et des réseaux régionaux (Pref et Cr) : 20 M€ de FEADER pour 2007 – 2013. Thématique 2009 – 2010 :
  - valorisation économique des ressources locales (agriculture et alimentation, biomasse, bois) ;
  - gestion de l'espace ;
  - politiques d'accueil et de maintien des populations.

# Nouvelles formes de gouvernance..

---

- ❑ « *L'Information ne sera plus descendante, de ceux qui savent vers ceux qui ne savent pas, mais horizontale : une certaine **intelligence collective** où les pouvoirs publics, les entreprises et les citoyens chercheront ensemble des solutions à des problèmes complexes, et ce en temps réel.* » (Ministère de l'écologie, Stratégie nationale de dév durable, mars 2005)
- ❑ Développement des télé-activités pour services publics.
- ❑ « *La vertu cardinale dans la France et l'Europe de 2006, ce n'est plus la planification, c'est la réactivité* ». (Sarkozy, Limoges, Oct 2006)
- ❑ Citation de Libé (25 juillet 2006) : « *ces concours pour repérer les meilleurs [territoires] sont dotés de financements publics distribués à des organismes créés pour la circonstance, en ignorant parfois les collectivités locales et le débat démocratiques.* »
- ❑ *Des stratégies de pôles qui restent parfois une superposition des stratégies de grands groupes présents dans le pôle (étude d'évaluation des **pôles de compétitivité**, site de la DATAR).*

# ...qui remplace le gouvernement ?

---

- ❑ Stratégie de Lisbonne (2000) : innovation et compétitivité, croissance et emploi : application à tout le territoire (au détriment des politiques de « rattrapage »)
- ❑ Les pensions de **retraite** représente en 2004 **21,7 %** du revenu avant impôts des ménages français. *Plus les territoires ruraux parviendront à attirer les personnes âgées, plus ils seront susceptibles de bénéficier de ces transferts de revenus.* (Rapport du Sénat Poncet et Belot 2008). 117 MARPA, 2 300 personnes âgées et 800 emplois.
- ❑ Automne 2004 : 95% des élus de la Creuse remettent leur démission en signe de protestation devant la suppression des services publics.  
"L'Etat ne lâche rien sauf les moyens".
- ❑ Limite des poupées russes : PLU – SCoT – SRAT
- ❑ Bretagne : "gouvernance" par "B15"
- ❑ La loi sur la réforme territoriale n'évoque pas la démocratie consultative. Quel héritage des conseils de développement ?  
"Gouvernance à 5 ?"

# Une réforme territoriale...au bord de la rupture ?

- ❑ **Regrouper les collectivités autour de deux pôles : départements-régions et communes-intercommunalité (clarification des compétences et des cofinancements). D'autres préfèrent C-CC-D / R-Etat-Europe**
- ❑ **Clause générale de compétence laissée à la commune**
- ❑ **Pas de nouveaux Pays (« *solidarité réciproque entre la ville et l'espace rural* ») et disparition « de nombreux syndicats ». Création des métropoles vs At du T**
- ❑ **2014 : 3 000 Conseillers territoriaux au lieu des 6 000**
- ❑ **Regroupement volontaire des communes, départements, régions.**
- ❑ **Election au suffrage universel direct des délégués des communes au sein des CC (fléchage) pour les communes de + de 500 habitants (Scrutin de liste dès 500 hab).**
- ❑ **Statut de l'élu local : congé électif, droit à la formation, allocation de fin de mandat...**
- ❑ **2011 : TP devient CET : arrive avant loi sur partage des compétences.**

# À la recherche du territoire perdu

---

- *L'interterritorialité ne cultive pas **l'ancrage** territorial mais la **centration**, elle ne prône pas **l'unicité** territoriale, le « tout dans le même territoire » mais la **combinaison**, elle ne valorise pas la **proximité** territoriale, mais la **connexion**. (...) Or, si l'organisation politique de la société continue de servir avec ferveur les valeurs de l'ancrage, l'unicité et la proximité territoriales, elle n'a pour le moment guère prouvé ses dispositions à trouver sa place et son rôle dans un monde interterritorial dont les nouvelles valeurs sont la centration, la combinaison et la connexion ».*

Martin Vanier *Le pouvoir des territoires* (2008)

# La militance entre réseaux et territoires

(Cf *Les Nouveaux Militants* de L.Jeanneau et S.Lernould)

---

- ❑ Figure repoussoir : le mode traditionnel de militance PC
- ❑ Fonctionnement ; originalité du mode d'action, recherche de concret, efficacité, sans trop d'illusion. Souplesse, horizontalité, autonomie.
- ❑ Militantisme pour soi plutôt que « remise de soi ». Militant affranchi et non plus affilié.
- ❑ Mouvement ou collectif plutôt que « organisation »
- ❑ « Référent » plutôt que « chef ». Participation plutôt qu'adhésion.
- ❑ 1996 : 45% des jeunes en association, 2005 : 37%
- ❑ Exemple de RESF essentiellement structuré en petites unités.
- ❑ Action médiatique et monothématique, « coup d'éclat permanent ». Legrand (Don Quichotte) : « j'ai sauté [dans la Seine] pour dailymotion ».
- ❑ Internet : retour de la pétition. Exemple de « Génération précaire » créé en quelques semaines par e-mails : instantanéité, spontanéité, interactivité. Ni secrétaire, ni statuts, ni AG, ni siège, ni structure. Mesure de l'audience.
- ❑ Comment passer de l'informel au changement des lois ? Et après les lois (DALO; Grenelle..) qui veille à l'application ? Fragilité des leviers associatifs et de la valorisation du bénévolat.

## ■ Compendium, 195 (2005)

---

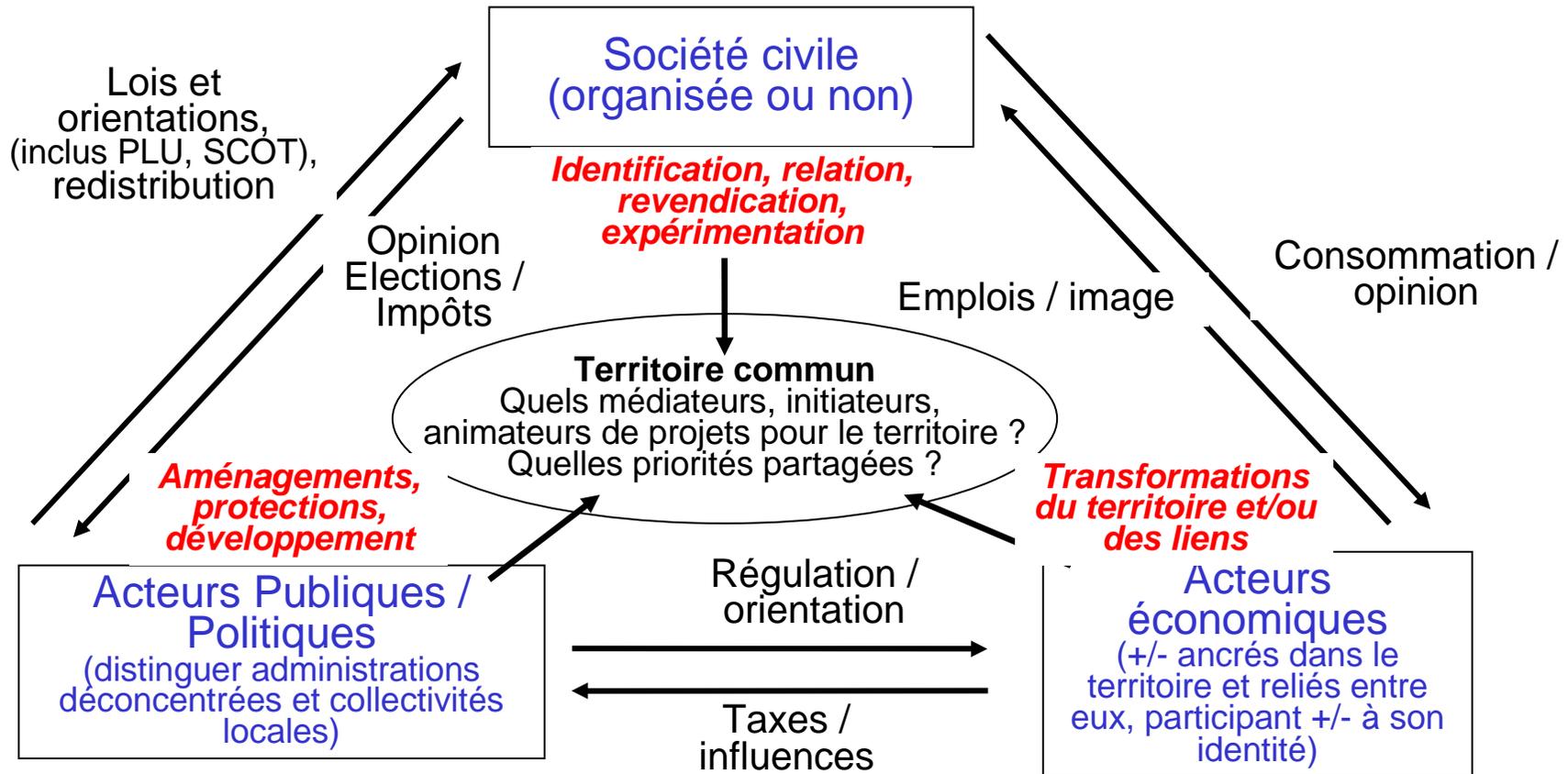
- Le principe de la solidarité implique que les hommes de notre temps cultivent davantage la conscience de la **dette** qu'ils ont à l'égard de la société dans laquelle ils sont insérés : ils sont **débiteurs** des conditions qui rendent viables l'existence humaine, ainsi que du **patrimoine**, indivisible et indispensable, constitué par la culture, par la connaissance scientifique et technologique, par les biens matériels et immatériels, par tout ce que l'aventure humaine a produit. Une telle dette doit être honorée dans les diverses manifestations de l'action sociale, de sorte que le chemin des hommes ne s'interrompe pas, mais demeure ouvert aux générations présentes, appelées ensemble, les unes et les autres, à **partager solidairement le même don**.

# Conclusions

---

- ❑ Le **rural** existe, et les **ruraux** ? La capacité de mobilisation locale (de la fête à la grève) peut être un critère de vie rurale.
- ❑ Question du choix entre territoires **selectionnés** ou **couverture** du territoire posée aussi aux associations (Action Catholique notamment) et à l'Eglise ; entre gouvernement (latin) et gouvernance (anglo-saxonne).
- ❑ Des **impondérables** qui peuvent redistribuer les cartes soudainement et globalement : exemple du pétrole.
- ❑ Le rural : au coeur des **réseaux de territoires** (logique des pays), en marge des **territoires de réseaux** (métropoles)
- ❑ Tendances et contre tendances dans la **vitalité rurale**, les **proximités humaines**, la **démocratie : alliance réseaux et territoires** nécessaire pour défendre le **bien commun**.

# Territoires et réseaux dans des gouvernances élargies



**Constat** : manque d'animateurs de projet pour accompagner les changements, les contenir ou les initier : le milieu associatif (en mutation dans ses manières d'agir) est de moins en moins aidé par le public, l'Etat se désengage de l'animation directe, les nouveaux territoires investissent dans l'animation de projet dans la limite de leurs compétences. Les élus municipaux restent une source d'initiative irremplaçable, qui peut être menacée par la réduction des responsabilités communales au profit d'entités plus grandes. Mais c'est aussi à l'échelle des communautés de communes que peut s'opérer des changements en passant au dessus des clivages locaux classiques. Les associations et mouvements doivent trouver leur places à cette échelle avec les acteurs économiques et politiques.